

comme le souvenir des coûts dévastateurs de l'isolationnisme dans les années 1920 et 1930. Les États-Unis étaient donc disposés à mener, et les Européens et le Japon étaient disposés à suivre³.

Cependant, au début des années 1970, l'érosion de l'écrasante hégémonie des États-Unis avait déjà commencé. La reconstruction de l'Europe et du Japon, le transfert des technologies et l'investissement, encouragés par le plan Marshall, et la libéralisation du commerce en vertu du GATT ont créé le « club de la convergence », de telle sorte qu'après la croissance rapide de l'Europe et du Japon dans les années 1950 et 1960, le fossé de l'après-guerre sur le plan de la production réelle par habitant parmi les pays de l'OCDE s'était considérablement rétréci⁴. Cela s'est révélé une surprise désagréable pour de nombreux Américains.

En outre, l'incidence de l'érosion du pouvoir américain a provoqué un vide en matière de coopération internationale, ce qui représentait une grave menace à la stabilité mondiale. La menace n'a pas tardé à se faire beaucoup plus claire, car le système de Bretton Woods s'est effondré en 1971 et un nouveau « non-système » de taux de change flottants a fait son apparition en 1973. Enfin, le premier choc pétrolier déclenché par l'OPEP en 1973-1974 a suscité une mesure : la mise en place, en 1975, d'une nouvelle institution, le Sommet économique, à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, président de la France, et de Helmut Schmidt, chancelier de l'Allemagne. Aussi bien Giscard d'Estaing que Schmidt étaient d'anciens ministres des Finances et ils étaient très influencés par leur participation au Groupe dit de la bibliothèque des ministres des Finances des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne, et plus tard du Japon. Ces réunions — qui se tenaient dans la bibliothèque de la Maison Blanche — étaient de taille modeste, informelles et secrètes. L'intention des fondateurs du Sommet était de reproduire ce modèle autant que possible et d'éviter toute bureaucratisation de l'institution. Les objectifs étaient également limités — favoriser la stabilité financière mondiale en mettant en place une instance consacrée au renforcement de la coopération en matière de politique macroéconomique. Les questions politiques et de sécurité n'étaient pas inscrites à l'ordre du jour. Celles-ci relevaient de l'OTAN. Fait le plus important, la guerre froide garantissait la cohésion des Occidentaux sur toutes les questions d'importance, à la fois politiques et économiques.